

## COMMUNIQUÉ

---

### **Plutôt que de « tirer » sur les profs, regarder la gestion du ministre Blanquer et ses effets**

Depuis quelques jours sévit un véritable « prof bashing » dans beaucoup de médias qui pointent un prétendu chiffre de 5 % à 6 % d'enseignant-es qui seraient sorti-es des radars pendant le confinement ou en arrêt maladie de « complaisance » !

À l'origine, des propos abjectes tenus en privé par le ministre lui-même et ceux d'un ancien membre du cabinet dans un journal. Le relai médiatique ne s'est malheureusement pas fait attendre et les éditos ou reportages se multiplient pour jeter de nouveau le discrédit sur la profession, en utilisant des estimations « au doigt mouillé » plutôt que des chiffres fiables inexistantes. La ficelle est grosse.

L'investissement des enseignant-es a, comme d'habitude, été exemplaire en cette période difficile et anxiogène de crise sanitaire. Ils ont déployé beaucoup de temps et d'énergie pour maintenir le lien scolaire avec leurs élèves malgré les outils numériques du ministère mal adaptés. Ils ont travaillé avec leur propres ordinateurs et téléphones – mais ils attendent toujours ne serait-ce que l'ébauche d'une prime d'équipement.

Evoquer ainsi un supposé « décrochage des profs » est d'une lâcheté crasse et indigne. Ces médias, qui ont fait et font encore preuve d'une grande complaisance sur la gestion de crise calamiteuse du ministre, devraient plutôt s'inquiéter du décrochage des jeunes. Car aujourd'hui nombreuses et nombreux sont les jeunes à ne pas être revenus en classe.

Pour le SNUEP-FSU l'urgence est du côté de la crise économique qui s'annonce et dont les jeunes décrocheurs, ceux les moins qualifiés, les jeunes intérimaires et apprenti-es seront les premières victimes.

Pour le SNUEP-FSU les projecteurs devraient être braqués sur le ministère de l'Éducation nationale qui ne propose aucune mesure pour pallier ce grave problème et mettre en œuvre l'obligation de formation jusqu'à 18 ans.

Pour le SNUEP-FSU l'investissement des professeur-es de lycée professionnel au quotidien nécessite surtout une amélioration des conditions de travail et un véritable plan de revalorisation des salaires et des carrières. Ces éléments sont incontournables pour donner à de nombreux jeunes la motivation d'exercer ce métier d'utilité publique et pallier la pénurie de candidat-es qui s'aggrave d'année en année.